

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09317P0235 du 23/08/2017

portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09317P0235 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0235, relative à la réalisation d'un projet de dragage des sédiments du port du Mouré Rouge sur la commune de Cannes (06), déposée par la Commune de CANNES, reçue le 11/07/2017 et considérée complète le 11/07/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 13/07/2017 ;

Considérant la nature et les dimensions du projet, qui relève des rubriques 25a et 13 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en :

- le dragage 12 500 m³ de sédiments dans le port du Mouré Rouge,
- le rechargement des plages de la Bocca avec un volume d'apport de 10 543 m³,

Considérant que ce projet a pour objectifs :

- l'amélioration des conditions d'accès au plan d'eau du port du Mouré Rouge en rétablissant des tirants d'eau suffisants pour faciliter les manoeuvres des usagers,
- l'amélioration de la qualité du fond de bassin portuaire,
- l'élargissement et le reprofilage des plages de la Bocca,

Considérant la localisation du projet :

- en zone littorale,
- dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I n°93M000001 "De la pointe Fourcade à la pointe de la Croisette",
- en site inscrit N° 93I06501 "Bande côtière de Nice à Théoule",
- à proximité de la zone spéciale de conservation FR n° FR9301573 "Baie et Cap d'Antibes – Iles de Lérins",

Considérant que le projet fait l'objet d'une étude d'incidences Natura 2000 et d'une étude d'incidences au titre de l'autorisation "loi sur l'eau",

Considérant les engagements du pétitionnaire :

- limitation du dragage de la passe d'entrée au chenal d'accès,
- extraction de la partie polluée des sédiments et envoi dans un centre de stockage de déchets dangereux à Lançon-de-Provence (Ecocentre),
- rejet de l'eau aspirée après criblage, hydrocyclonage et ressuyage,
- utilisation d'une presse pour réduire les nuisances olfactives des vases,
- mise en place de mesures spécifiques en phase de travaux : balisage du chantier, équipement anti-pollution, plan d'intervention d'urgence, travaux hors période estivale, traitement et transport des vases dans des systèmes étanches, mise en place d'un système de rotation des navires, écrans géotextiles,
- suivi de la turbidité et des contaminants des eaux de rejet, et de la vitalité des herbiers à proximité,
- si nécessaire traitement physico-chimique pour obtenir une eau clarifiée,
- vérification des caractéristiques physico-chimiques des sables ainsi que la granulométrie avant tout rechargement sur les plages de destination,
- rechargement en hauts de plage qui ne présentent pas d'herbier de posidonies à moins de 100 mètres,

Considérant les impacts du projet sur l'environnement :

- négatifs mais limités en phase travaux compte tenu des engagements du pétitionnaire,
- positifs en phase d'exploitation en améliorant la qualité des eaux et du fond du port et en compensant l'érosion des plages,

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet de dragage des sédiments du port du Mouré Rouge sur la commune de Cannes (06) est retirée ;

Article 2

Le projet de dragage des sédiments du port du Mouré Rouge situé sur la commune de Cannes (06) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

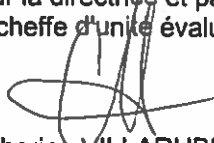
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Commune de CANNES.

Fait à Marseille, le 23/08/2017.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale,



Catherine VILLARUBIAS

Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux

92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

